

COVID-19 – ESPAGNE-PORTUGAL Conséquences sur le secteur Agriculture – Alimentation – Pêche

Veille du 25 mars 2020

Résumé :

La circulation des produits alimentaires et des animaux vivants se poursuit dans des conditions normales, et les autorités espagnoles confirmant leur attachement au maintien de l'ouverture des frontières aux produits de première nécessité. Le marché alimentaire ibérique reste fluide.

S'agissant des échanges internationaux, une hausse du coût du fret routier est signalée.

L'application des exigences de distance sociale aux déplacements des travailleurs agricoles a été précisée.

Le marché des agrumes reste dynamique, tout comme celui des viandes (sauf ovines-caprines), bien que fluctuant.

Situation critique en revanche pour les producteurs de fraises, contraints d'abandonner une partie des récoltes faute de main d'œuvre et de demande.

Dans le secteur forêt-bois, les travaux d'entretien des forêts portugaises pour la prévention des incendies sont suspendus.

Dans le secteur de la pêche, le chômage partiel est envisagé pour une partie des pêcheurs d'Almería (Andalousie), tandis que les pêcheurs portugais sont plongés dans l'incertitude. Le ministre espagnol appelle l'UE à se mobiliser pour protéger les filières.

ESPAGNE

Circulation des marchandises et des personnes

Le ministre espagnol de l'Agriculture, de la pêche et de l'alimentation, Luis Planas, rappelle qu'il est impératif que les frontières restent ouvertes à la circulation des produits alimentaires, à la fois pour les importations et les exportations, comme c'est le cas actuellement.

Le ministère précise l'application des dispositions de l'état d'alerte aux travailleurs agricoles, dans une note d'information : 2 personnes maximum sont autorisées par voiture (le conducteur et un passager sur le siège arrière droit), et 1/3 de la capacité maximale pour les camionnettes, en respectant la distanciation sociale. Aucune accréditation n'est nécessaire pour les déplacements sur le lieu de travail. La fourniture d'intrants est reconnue comme activité commerciale indispensable, qui doit donc pouvoir se poursuivre.

Les agriculteurs demandent l'intervention du Gouvernement pour faire baisser le prix du carburant. Le syndicat des jeunes agriculteurs (ASAJA) de Grenade demande que l'engagement du Gouvernement prenne également la forme d'une intervention pour que la baisse du prix du baril de pétrole (-42,27% par rapport à l'an dernier) soit mieux répercutée sur les prix payés par les agriculteurs pour le diesel B, réservé aux usages agricoles (seulement - 21,79%), et plus largement sur le coût de tous intrants qui nécessitent du pétrole pour leur production (engrais, pesticides, fongicides, etc.).

L'Andalousie pourrait utiliser les bus scolaires pour que les travailleurs agricoles puissent se rendre aux champs. La présidente du Gouvernement régional d'Andalousie a annoncé étudier la possibilité d'utiliser les bus de transport scolaire que l'administration continue de payer – mais qui sont inutilisés depuis la fermeture des écoles – pour transporter les travailleurs agricoles. Une mesure qui, si elle était approuvée, contribuerait à éviter le ralentissement de la production agricole.

Filières agricoles

• **Agrumes**

La demande en agrumes augmente, et avec elle les prix payés aux producteurs. Selon l'Observatoire des prix et des marchés, les changements de comportements de consommation ainsi que l'image d'aliment-santé des agrumes ont contribué à faire grimper les ventes en Espagne. Le prix producteur de l'orange, aujourd'hui à 0,30 €/kg, a ainsi augmenté de 20% par rapport à la même semaine en 2019. Une augmentation, certes moindre, est également enregistrée pour les mandarines (+3%) et les citrons (+2%). Mécaniquement, les prix sortie industries d'emballage ont augmenté.

• **Fruits rouges**

Face au manque de main d'œuvre et à la baisse de la demande, les producteurs de fraises sont contraints d'abandonner une partie des récoltes. S'agissant des produits récoltés, face au déséquilibre actuel entre l'offre et la demande, une part importante est orientée vers l'industrie (alors que ce sont habituellement les fraises récoltées en mai/juin qui sont destinées à ce débouché). Les producteurs réitèrent aux autorités régionales et nationales leurs demandes de mesures exceptionnelles de soutien.

• **Légumineuses**

Les metteurs en marché de légumineuses invités à contractualiser. Le syndicat des jeunes agriculteurs (ASAJA) a demandé aux entreprises qui conditionnent et commercialisent des légumineuses, en particulier des haricots, de s'engager dans le secteur amont en proposant des contrats de pré-campagne, dans lesquels elles garantissent la quantité et le prix. ASAJA rappelle que la consommation a augmenté en ces semaines de crise sanitaire et que les entreprises de commercialisation vont donc épuiser tous les stocks de la saison précédente, ce qui signifie que le volume des achats sera important.

• **Pastèques**

Baisse de la demande de pastèques suite aux changements d'habitudes d'achat des consommateurs espagnols, et plus largement européens. Selon *AGF Fashion* (groupement d'entreprises productrices de pastèques), cette baisse de demande est liée au fait que les pastèques sont des produits volumineux et peu nutritifs par rapport à d'autres fruits. Les producteurs espagnols sont dans l'incertitude, et comptent sur le beau temps et la chaleur pour réussir à écouler leur production à partir de mai.

• **Viandes**

Le secteur de la viande se mobilise face à une augmentation de 30% des ventes au détail, mais avec de fortes fluctuations. Au cours des 15 derniers jours, le secteur de la viande a dû relever le défi de maintenir la production et la distribution malgré la crise sanitaire. Après un pic de 200% au début de la crise, les ventes dans la grande distribution sont restées très dynamiques la semaine dernière, à +30%. Toutefois, les distributeurs indiquent que ces hausses ne sont pas linéaires, de fortes fluctuations – très difficiles à anticiper – pouvant se produire d'un jour sur l'autre.

Agneau de lait : une campagne de promotion pour tenter de stopper la baisse de la consommation. L'Association d'éleveurs ANCHE, a lancé une campagne de promotion de la viande d'agneau de lait IGP *Lechazo de Castilla y León*, pour tenter de récupérer une partie du marché perdu avec la fermeture de la RHD. Les données de l'ANCHE confirment une baisse des ventes d'environ 85% de janvier à mars par rapport à la même période l'année dernière.

Porc : la demande interne et l'offre restent fermes, malgré une légère baisse des prix (-3 cts/kg vif, à 1,51 €/kg vivant). L'offre pourrait cependant fléchir en cas de manque de main d'œuvre.

Nouvelles mesures spécifiques au secteur agricole et agroalimentaire

Le Gouvernement d'Andalousie réitère son engagement pour garantir la sécurité sanitaire des aliments. Il indique ainsi qu'en dépit du contexte exceptionnel actuel, les contrôles vétérinaires et sanitaires des exploitations, abattoirs et industries continuent d'être menés, en étroite collaboration avec les parties prenantes concernées. Il insiste également sur l'importance de la continuité des activités de certification sanitaire officielle, afin de conserver le rythme des exportations de produits à l'international.

Cultures : demande d'adaptation du calendrier pour les assurances. Selon le syndicat des petits agriculteurs et éleveurs (UPA), plusieurs polices d'assurance arrivent à échéance (25 mars pour la vigne, 31 mars pour la cerise, etc.). En raison des restrictions de déplacement, du fonctionnement ralenti des organismes gestionnaires, et du décalage de la télédéclaration PAC, ils sont pour le moment dans l'impossibilité de prévoir les surfaces de leurs assolements.

Eleveurs : demande de mesures nouvelles exceptionnelles. En prévision des mises-bas, le syndicat des petits agriculteurs et éleveurs (UPA) demande au Gouvernement central le rachat d'une partie des animaux les plus jeunes, ainsi que la possibilité pour les éleveurs de bénéficier des avantages offerts par le régime des indépendants. Il demande par ailleurs au Gouvernement local de Castille-et-Léon d'assouplir les critères des aides couplées PAC pour les filières ovine et caprine (seuils de production, taux de

remplacement, etc.). Les éleveurs souhaitent ainsi éviter qu'en plus de ne pas vendre leurs animaux, ils ne puissent pas bénéficier des paiements compensatoires ("double-peine").

Distribution

Les transporteurs ont augmenté de 50 € le prix de la palette de fruits et légumes pour les opérations internationales, justifiant cette hausse par l'absence de retour en Espagne à cause des effets du coronavirus. Cette augmentation incite certaines entreprises à réorienter une partie de leur fret vers le marché espagnol, où le prix de la palette n'a pas évolué à ce stade.

Les supermarchés ont atteint un record historique de ventes. Le stockage de produits alimentaires et de consommation durant la deuxième semaine de mars, qui a coïncidé avec la fermeture des écoles et la mise en place de l'état d'alerte, a déclenché un bond des ventes en GMS de 71 %, jamais enregistrée à un tel niveau en Espagne. Les données publiées le 23 mars par Nielsen reflètent une hausse plus de 20 fois supérieure à l'augmentation moyenne des ventes observée au cours des deux premiers mois de l'année.

La logistique répond au coronavirus. Le Centre espagnol de logistique lance une série de webinaires gratuits pour répondre aux besoins de formation et d'adaptation de l'activité logistique à la situation exceptionnelle provoquée par le Covid-19. La chaîne d'approvisionnement est l'une des activités qui connaît la plus grande tension face à l'état d'alerte, en répondant aux pics de la demande dans des secteurs tels que l'alimentation et le matériel de santé.

Actions de solidarité

McDonald's Espagne donne près 17 tonnes de denrées alimentaires à plusieurs banques alimentaires et associations caritatives espagnoles, et s'occupe de les y acheminer. Suite à la fermeture des restaurants et du service de livraison, McDonald's indique avoir souhaité participer à l'élan de générosité collectif, tout en permettant à tous ses collaborateurs de rester chez eux. Le Fédération espagnole des banques alimentaires (FESBAL), principale destinataire des dons, leur est reconnaissante dans un contexte d'impossibilité de réaliser les collectes. Elle attire toutefois l'attention sur la nécessité, en parallèle des dons en nature, de bénéficier de dons financiers pour pouvoir adapter l'approvisionnement dans le respect des mesures de sécurité sanitaire.

Des agents volontaires du service national de distribution de courrier (Correos) participent à l'approvisionnement en aliments et médicaments des personnes âgées confinées. Initiative née dans la région de Séville, les agents volontaires y voient une continuation de leur mission de service public.

Les brasseurs artisanaux mettent leurs ressources à disposition et unissent leurs forces face au Covid-19. En raison de la crise sanitaire, les quatre associations d'artisans brasseurs d'Espagne ont décidé de mettre leurs ressources à la disposition des autorités compétentes (installations, véhicules et autres matériels de nettoyage-désinfection). Elles fourniront également des services de conseil à l'ensemble des acteurs du secteur brassicole, dont l'activité s'est effondrée (-80%) depuis la fermeture de l'hôtellerie-restauration.

Pêche maritime et aquaculture

Un plan de chômage partiel prévu pour une partie des pêcheurs d'Almería. Face aux nouvelles exigences d'hygiène et à la chute de la demande en poisson frais depuis la fermeture de la RHD, près de 80 pêcheurs du port d'Almería vont être mis en chômage partiel. Plusieurs armateurs ont également décidé d'arrêter volontairement les sorties en mer "par responsabilité" vis à vis des marins, car dans l'impossibilité d'appliquer les mesures de sécurité sanitaire préconisées à bord des navires (notamment la distanciation). La Fédération des associations de pêcheurs d'Almería (Faape) regrette cette impossibilité (notamment pour la pêche côtière), ainsi que l'absence de masques et le manque d'intégration claire du secteur dans le dispositif exceptionnel de recours au chômage partiel.

L'Espagne appelle à la mobilisation européenne afin de protéger le secteur de la pêche. Lors du Conseil Agriculture du 25 mars, le Ministre Planas a salué la proposition de la Commission en vue de l'adoption de mesures d'urgence, prévoyant une augmentation des aides "de minimis" (aides d'État), tout en soulignant que de telles mesures ne sont pas suffisantes pour relever les défis actuels. Selon M. Planas, la solution à cette crise nécessite un engagement clair de l'UE, conformément à ce qui a été exprimé lors de la dernière réunion de la Commission de pêche du Parlement européen. Il a rappelé la lettre qu'il a adressée le 20 mars à la Commission européenne pour des mesures urgentes, telles que la modification du FEAMP pour permettre une "assistance immédiate en temps de crise" au secteur de la pêche et de l'aquaculture.

PORTUGAL



Marché alimentaire intérieur - Circulation des marchandises et des animaux

Aucun risque de rupture dans l'approvisionnement de biens. Le groupe de suivi de l'approvisionnement de biens a évalué les conditions actuelles dans les secteurs agroalimentaires et de la grande distribution, concluant que, jusqu'à présent, le Portugal ne présentait pas de risques de rupture de stock. La réunion de cette structure de suivi a également permis de vérifier le bon fonctionnement des chaînes de distribution alimentaire et des services essentiels tels que l'eau, le gaz ou l'électricité.

La circulation des marchandises se déroule normalement. Le ministre portugais de l'Administration Interne, Eduardo Cabrita, a déclaré que la politique ibérique actuelle en matière de contrôles aux frontières préserve une grande fluidité dans la circulation des marchandises.

Les mouvements d'animaux entre élevages doivent respecter des conditions plus strictes. Le déplacement des animaux entre les élevages nécessite la réalisation de tests pour valider l'état de santé de chaque animal (appelés « tests de pré-mouvement – TPM »). Pendant la période d'urgence sanitaire découlant de l'épidémie Covid-19, le délai pour la production des résultats de ces tests passe de 30 à 60 jours avant le déplacement. Pour les animaux de moins d'un an, s'ils proviennent de troupeaux officiellement indemnes et destinés à des exploitations d'engraissement, un seul TPM sera requis, quelle que soit la date à laquelle il a été effectué. Ces mesures exceptionnelles ne s'appliquent qu'aux mouvements d'animaux sur le territoire national.

Les dépenses dans les supermarchés ont augmenté de 14 % pendant la dernière semaine de février. Les portugais ont dépensé 30 M€ de plus pendant la dernière semaine de février, par rapport à la même période de 2019. Les premiers impacts du Covid-19 sur la consommation au Portugal ont été relevés au cours de cette semaine, où les ventes des supermarchés ont dépassé les 250 M€. On notera en particulier la progression des ventes de denrées en conserve (+ 42 %) et des produits riches en vitamine C, tels que le kiwi (+ 39 %) et les agrumes (+ 37 %). On souligne également une augmentation des ventes de détergents et de produits de nettoyage (+ 38%).

Mesures nouvelles de gestion de la main d'œuvre – Actions de solidarité

Auchan Retail Portugal versera une prime exceptionnelle de 20 % à ses employés. La chaîne de supermarchés Auchan Retail Portugal accordera des primes de 20 % du salaire brut de mars aux employés qui continuent à travailler, de manière à reconnaître l'effort quotidien de ses collaborateurs face à la situation actuelle.

Secteur forêt-bois

L'entretien des forêts portugaises retardé suite au Covid-19. Les équipes de forestiers-sapeurs chargées de l'entretien des forêts dans le cadre de la prévention des incendies ont suspendu leurs travaux, en raison de la pandémie du Covid-19.

Pêche maritime et aquaculture

Le secteur de la pêche portugaise plongé dans l'incertitude. En raison de la forte baisse des prix (celui des poissons les plus nobles a chuté de plus de moitié), les pêcheurs portugais estiment que poursuivre leur activité actuellement n'est pas rentable. À ce stade, si les hypermarchés assurent la vente d'une partie des captures, cela concerne principalement les poissons les moins chers, comme le chinchard, le tacaud et le merlu. Le prix de ces espèces a même augmenté dans certains ports. En revanche, le prix de vente aux enchères des poissons plus chers, dont la sole, le turbot ou la lotte, a fortement baissé du fait de la fermeture des établissements de restauration. Le Gouvernement portugais a demandé à la Commission européenne de réviser le règlement du FEAMP pour l'adapter à la situation exceptionnelle, notamment concernant l'augmentation du délai de grâce pour les lignes de crédit et l'élargissement des conditions d'éligibilité.